

Programme des Nations Unies pour le Développement Document de Projet

Titre du Projet	:	Appui à la cohésion sociale et à la création d'opportunités d'emploi au Nord et à l'Est du Sénégal (Tambacounda, Matam)
Résultat (s) PNUAD	:	Résultat 6: Avant 2016, les groupes vulnérables bénéficient d'une protection suffisante contre la violence, les abus et l'exploitation
Résultat (s) CP escompté (s) (Ceux liés au Projet et tires du CP)	:	Des dynamiques de développement économique et social renforcées
Résultat (s) escompté (s) (résultats découlant du Projet)	:	Cohésion sociale renforcée et création d'emploi
Organe d'exécution	:	PNUD

Période du Programme:	2012-2016
Axes de résultats clés(PS):	Effet 1 du Plan Stratégique
N° attribution Atlas:	00098800
Date début:	Mars 2016
Date fin:	Mars 2017
Date de réunion du PAC	21 avril 2016
Modalité d'exécution	DIM

Montant total des ressources nécessaires:	1.100.000\$
Montant total des ressources allouées:	1.100.000\$
o Bailleur	Japon

Approuvé par (Gouvernement):

Le Ministre de l'Economie
des Finances et du Plan
Amadou BA

Approuvé par (PNUD):

F. Bintou DJIBO
Représentant Résident



Description sommaire

Au cours des dernières années, la région du Sahel a été le théâtre d'une flambée de foyers de tension. Les manifestations de ce phénomène sont particulièrement prononcées dans les pays voisins du Sénégal au Nord et à l'Est, avec des répercussions dans les régions de Tambacounda et Matam. Ces régions qui ont enregistré des taux de pauvreté de 60,4 et 45,2% respectivement en 2011 (ANSD, 2011) sont marquées par des conditions économiques précaires et un taux élevé de chômage des jeunes. Ces conditions rendent ces régions vulnérables aux phénomènes migratoires et à ses conséquences sur la paix et la stabilité. Le présent programme a été élaboré pour réduire le risque de propagation de la violence amplifiée par la pauvreté et le chômage endémique dans ces zones. L'objectif du programme est d'inverser la menace et ces tendances enregistrées à travers la promotion de la paix et de la cohésion sociale et la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18 à 35 ans) et les femmes chefs de famille dans les régions au Nord-Est du Sénégal. Plus particulièrement, cela se fera par :

- 1) La promotion et la mobilisation de la jeunesse pour la paix et la cohésion sociale ;
Entre autres résultats escomptés, il est attendu que 30% des cibles du Projet aient accès aux mécanismes de régulation pour la cohésion sociale à travers : (i) la création d'alliances au niveau local avec la société civile pour la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication ; (ii) le développement d'outils spécifiques de plaidoyer y compris l'utilisation des réseaux sociaux ; (iii) la mise en place d'un réseau pour la promotion de la paix et la cohésion sociale au niveau local réunissant les principales associations de jeunesse ;
- 2) La création d'opportunités d'emploi pour la jeunesse ;
Pour cet objectif spécifique, les résultats escomptés sont : les jeunes (18-35 ans) ciblés par le Projet ont la capacité de développer des activités génératrices de revenus, et 200 jeunes auront développé des activités génératrices de revenus, à travers : (i) la promotion de l'entrepreneuriat dans les systèmes de production et de transformation comme alternative face à la vulnérabilité des jeunes ; (ii) la formation des jeunes dans le secteur primaire (agriculture, élevage, exploitation forestière, pêche, aquaculture, transformation, conditionnement et commercialisation des produits) ; (iii) la création d'une chaîne de kiosques mobiles à panneaux solaires (100 emplois), et d'une chaîne d'installation et de vente d'équipement solaire par les jeunes (100 emplois) ; (iv) le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de gestion des éco-entrepreneurs.

Cette initiative sera mise en œuvre par le PNUD sur une année (mars 2016 – mars 2017). Le budget du programme est de 1,1 million de dollars, financé entièrement par le Gouvernement du Japon. Les structures d'appui à la mise en œuvre sont constituées d'un Comité de Pilotage qui va orienter et valider les décisions concernant la gestion du Projet, des comités locaux pour suivre les actions et assurer une supervision des bénéficiaires du Projet. Des synergies seront créées avec les projets en cours, dont ceux qui sont pilotés par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), le PACEV, le PRODAM et le PNUD dans les zones d'intervention.

SOMMAIRE

I.	ANALYSE DE LA SITUATION.....	4
II.	DESCRIPTION DU PROGRAMME	7
III.	STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE	12
IV.	CADRE INTEGRE DE RESULTATS ET RESSOURCES	13
V.	PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (AWP).....	17
VI.	STRUCTURE DE GESTION	22
VII.	Visibilité	23
VIII.	CADRE DE SUIVI ET EVALUATION.....	24
IX.	CADRE JURIDIQUE	25
X.	ANNEXES	26

I. ANALYSE DE LA SITUATION

En 2015, le Sénégal figurait parmi les Pays les Moins Développés (LDC) avec un Indice de Développement Humain (IDH) relativement faible (0,466), ce qui le classe à la 170^{ème} place sur 177 (HDR, 2015). Contrairement à beaucoup de pays de la sous-région, le Sénégal bénéficie d'un climat politique stable.

En 2014, le Sénégal a enregistré un taux de croissance du PIB de 4,9%, en hausse par rapport au taux de 3,5% enregistré en 2013 (Ministère de l'Economie et des Finances). Cette croissance résultait essentiellement du début de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) et était principalement soutenu par le secteur secondaire et l'amélioration du climat des affaires, tel que confirmé par le classement du pays dans le Rapport Doing Business 2015 (gain de 10 places). De plus, le Sénégal connaît une forte croissance démographique. La population a augmenté de 9.858.482 habitants en 2002 à 13.508.715 habitants en 2013 (ANSD, 2013) dont 49,9% d'hommes et 50,1% de femmes, soit un taux de croissance annuelle moyenne de 2,5% de 2002 à 2013. La population sénégalaise est caractérisée par une forte prédominance de la jeunesse : la moitié de la population est composée de jeunes âgés de moins de 18 ans (17 ans pour les garçons et 19 ans pour les filles). De plus, 52,7% de la population totale sont âgés de moins de 20 ans. Les enfants de moins de 15 ans représentent 42,1% de la population totale. La proportion est plus élevée chez les garçons (43,6%) que chez les filles (40,5%). Le Sénégal est un pays laïc avec 94% de musulmans, 5% de chrétiens et 1% d'animistes. Les populations sénégalaises vivent en parfaite harmonie et dans la paix.

Ce boum démographique n'était pas accompagné par une réduction du fossé en termes de demande sociale et d'accès aux infrastructures de base. Les possibilités d'insertion dans le marché du travail sont très limitées, particulièrement pour les jeunes. Les politiques publiques à fort contenu social ont du mal à produire des résultats tangibles.

La proportion de la population en deçà du seuil de pauvreté était estimée à 46,7% en 2011. Autant la baisse de l'incidence de la pauvreté est faible à Dakar et dans les zones rurales, autant elle est inexistante dans les autres zones urbaines. Le Tableau 1 décrit les seuils de pauvreté dans ces zones.

Tableau 1 : Seuil de pauvreté par mois en 2011

En francs CFA par mois			
	Adulte	Familles avec 2 enfants	Familles avec 6 enfants
Seuil de pauvreté global	30 829	92 487	154 145
Dakar	24 603	73 808	123 013
Autres zones urbaines	18 434	55 303	92 171
Zones rurales			
Seuil de pauvreté en produits alimentaires (ou pauvreté extrême)			
Dakar	13 474	40 422	67 370
Autres zones urbaines	12 736	38 208	63 680
Zones rurales	11 548	34 645	57 742

Source : ANSD et Banque Mondiale

En réponse aux problèmes de développement susmentionnés, le Gouvernement du Sénégal a lancé en 2014 le Plan Sénégal Emergent (PSE) qui est en cours de mise en œuvre. La réalisation de cette aspiration passe par certains préalables tels que la gouvernance démocratique et le recadrage des priorités, dans l'optique d'assurer une stabilité économique, politique et sociale durable. Ledit Plan PSE va ainsi contribuer à la réduction des disparités à travers ses projets et programmes. Dans le cadre de sa mise en œuvre, le Gouvernement du Sénégal a lancé au mois de juillet 2015 le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC), avec le soutien de partenaires bilatéraux et multilatéraux, dont la mise en œuvre est confiée au PNUD. Le PUDC vise à contribuer à un meilleur accès aux services sociaux de base pour les populations rurales à travers la construction d'infrastructures socioéconomiques.

De plus, la détérioration des conditions socioéconomiques dans certaines parties du pays, comme les régions au Nord et à l'Est, est marquée par un taux de chômage particulièrement prononcé dans les régions de Tambacounda et de Matam. Ces deux régions sont frontalières au Mali et à la Mauritanie.

La région de Tambacounda s'étend sur une superficie de 42.706 km², pour une population de 681.310 habitants, dont 32,4% de jeunes âgés de 15 à 34 ans (52% de filles et 48% de garçons). Pour sa part, la région de Matam couvre une superficie de 29.616 km², soit près d'1/7 de la superficie nationale, ce qui en fait la deuxième région la plus grande du pays après Tambacounda, avec une population estimée à 562.539 habitants (Source: ANSD, 2013).

La structure par âge de la population montre que les jeunes sont toujours la section prédominante dans la région. Plus de la moitié de la population régionale est composée de jeunes de moins de 20 ans.

Le taux de chômage est estimé à près de 54,2% à Matam, et à 36,5% à Tambacounda (Source : ANSD, 2013), ce qui place ces deux régions parmi les plus pauvres du Sénégal. Bien que des efforts soient déployés et des investissements injectés par le Gouvernement du Sénégal pour améliorer l'accès de la population aux services de base, les conditions de vie dans ces régions sont toujours difficiles, particulièrement dans les zones rurales. Les régions de Matam et Tambacounda sont situées au Nord et à l'Est du Sénégal et sont frontalières à la Mauritanie et au Mali, deux pays qui ont été récemment secoués par de graves tensions liées, comme l'ont été plusieurs pays de la région du Sahel.

En réalité, le Sahel constitue une zone où la question du chômage des jeunes et le désœuvrement se pose avec acuité avec des conséquences sur la stabilité des pays et les risques de crise. Par conséquent, un pays comme le Sénégal qui a envoyé des troupes de maintien de la paix au Mali, et qui est un allié historique de l'Occident et membre de l'espace Sahélo-Saharien, peut être un théâtre d'opérations ou une zone de réserve stratégique.

Ces pays frontaliers au Nord et à l'Est du Sénégal connaissent une poussée inquiétante de la violence. Ce phénomène s'est amplifié en 2013, avec une intensification violente et une propagation au-delà de son cadre originel (Nord).

De plus, plusieurs événements ont confirmé depuis avril 2015 les menaces éventuelle pour le Sénégal et dont certains cas ont été relayés par la presse ¹ en juillet 2015, Au cours du même mois, le Président a exhorté le peuple sénégalais à être plus vigilants par rapport à la menace terroriste². Après cet événement, le Gouvernement a pris la décision de renforcer la sécurité au niveau des hôtels, en vue de prévenir d'éventuels attaques terroristes.

Au mois de février 2014, une réunion tenue à Nouakchott et regroupant les Présidents de la Mauritanie, du Tchad, du Mali, du Niger et du Burkina Faso a débouché sur la mise sur pied du "G5 Sahel" en vue de renforcer et coordonner la lutte contre les violences.

Lors du 15^{ème} Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui s'est tenu en novembre 2014 à Dakar, le Président du Sénégal, Son Excellence Macky Sall a rappelé que "*pour lutter contre les excès extrémistes et ignorants, nous devons créer des systèmes éducatifs et de formation professionnelle qui soient capables de résoudre les problèmes de chômage et de marginalisation sociale*".

Au regard des caractéristiques du phénomène de la violence, il en ressort que la partie nord-est du Sénégal n'est pas sécurisée contre des risques de violence. La situation socioéconomique de ces régions est marquée par certains déséquilibres internes comme le chômage, la crise économique, un avenir incertain et un manque criard d'opportunités.

¹http://www.dakaractu.com/Menace-terroriste-au-Senegal-Les-mosquees-sous-haute-surveillance-policiere-avant-pendant-et-apres-la-priere_a93706.html

²<http://www.koldanews.com/2015/07/29/senegal-menaces-terroristes-macky-sall-fait-appel-a-plus-de-vigilance-de-la-part-des-populations-a423633.htm>

En réalité, l'analyse des causes fondamentales du phénomène de cette situation a mis en exergue les points suivants :

- Influence négative des messages extrémistes adressés principalement aux jeunes qui sont exposés à un risque particulier ;
- Fort taux de chômage exacerbé par un manque d'opportunités économiques qui accentue la pauvreté et l'oisiveté. Ce phénomène est plus visible chez les jeunes et les femmes chefs de familles;
- Existence de groupes armés dans la sous-région.

Ces phénomènes sont exacerbés par:

- Un manque de mécanismes de régulation sociale, ce qui a conduit à l'attrition des jeunes qui sont laissés en rade, frustrés par les inégalités économiques et territoriales et l'accès difficile aux infrastructures de base ;
- La dualité du système éducatif sénégalais dans sa forme actuelle (école française/arabe), un taux d'alphabétisme très faible (24,9% à 26,5% à Matam et Tambacounda) (Source: ANSD, 2013), ce qui peut créer des frustrations que certains mouvements peuvent exploiter, et qui peut conduire à une fracture et des réclamations sociales profondes. Par conséquent, il est devenu impératif de procéder à la restauration de l'équilibre et à l'affirmation de la présence de l'Etat et de ses partenaires au sein des communautés exposées au Nord et à l'Est.

Au regard de ce qui précède, la présente proposition d'appui à la cohésion sociale et à la création d'opportunités d'emploi a été initiée pour prévenir toutes formes de violences dans les régions septentrionale et orientale du Sénégal (Matam, Tambacounda), au Mali et au Sénégal. L'action du PNUD mettra l'accent sur la cohésion sociale et à la création d'opportunités d'emploi à travers deux axes :

- Création de mécanismes de régulation sociale pour vulgariser des messages alternatifs véhiculant la cohésion sociale ;
- Création d'opportunités économiques en vue de résorber le chômage chez les jeunes (18-35 ans) et les femmes chefs de familles, avec des actions de renforcement de capacités pour une formation plus personnalisée.

Ces actions seront réalisées selon les hypothèses d'une réduction des formes de violences dans la sous-région et d'une plus grande stabilité dans les pays concernés (Cf. Annexe 2.1.).

Le programme est en phase avec la politique publique qui vise à promouvoir la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il entend contribuer au renforcement du rôle des acteurs locaux, des autorités locales et des services décentralisés pour une meilleure planification et mise en œuvre des interventions de développement. Il va également contribuer aux efforts de paix, de sécurité et de promotion de l'emploi des jeunes.

Enfin, le programme est en accord avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD, 2012/2016), particulièrement dans son Résultat 7 – Accélération de l'accès des populations aux droits sociaux et services de base, inclusion sociale et développement durable, et avec le pilier 'Création d'opportunités de développement économique' du Document de Programme Pays (CDP, 2014 - 2016).

II. DESCRIPTION DU PROGRAMME

2.1 Objectif global du Programme

L'objectif du programme est de promouvoir la paix et la cohésion sociale, et la création d'opportunités d'emploi pour la jeunesse dans ces régions pour prévenir la poussée éventuelle de la violence au Nord et à l'Est du Sénégal (Matam et Tambacounda)..

2.2 Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, le programme vise à appuyer les actions et efforts suivants dans les parties septentrionale et orientale du Sénégal :

- Mobilisation sociale des jeunes dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale ;
- Création d'emplois productifs et générateurs de revenus.

2.3 Composantes du Programme

Le Programme est structuré en deux composantes, notamment:

- La promotion de la paix et de la cohésion sociale au Nord et à l'Est du Sénégal ;
- Appui à la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18-35 ans).

2.3.1 Composante 1: Promotion de la paix et de la cohésion sociale

Cette composante vise à contribuer à la consolidation et à la préservation de la mobilisation de la cohésion sociale qui est menacée par les nombreuses inégalités mentionnées plus haut. Le Projet va reposer sur les autorités administratives, les élus locaux, la société civile, les jeunes (15-35 ans), les organisations communautaires, les femmes leaders et d'autres acteurs pour mettre en œuvre une stratégie efficace pour des échanges inclusifs et approfondis permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs de paix, de sécurité et de solidarité. Cet objectif sera atteint à travers les résultats et les activités ci-dessous:

Résultats & Activités:

Résultat 1: 30% des cibles du Projet ont accès aux mécanismes de régulation pour la cohésion sociale

Activité 1.1. Créer des alliances locales avec la société civile pour la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication

Pour jeter les bases institutionnelles de l'appui aux activités relatives à la mobilisation sociale, au plaidoyer et à la communication, le Projet va mettre sur pied dans chaque région une alliance locale d'acteurs de la société civile intervenant dans la zone. Cela vise à susciter une convergence de points de vue entre différents acteurs sur la problématique, et à promouvoir le concept de Comité de Réflexion sur la cohésion sociale.

Le fonctionnement de l'alliance sera structuré en plusieurs étapes : (i) diagnostic des déterminants partagés de la cohésion sociale et des actions à entreprendre au niveau régional en termes de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication ; (ii) identification des thèmes à développer autour de la mobilisation sociale et des zones spécifiques d'intervention ; (iii) mise en œuvre coordonnée des différentes activités ; (iv) suivi régulier ; (v) évaluation des résultats partagés.

Les actions spécifiques sont:

- Identification des organisations de la société civile intervenant dans les régions de Matam et Tambacounda ;
- Elaboration des Termes de Référence (TDR) pour les alliances ;
- Création de deux alliances pour la cohésion et concorde sociales dans les deux régions à travers la signature des actes officiels ;
- Conduite d'activités de plaidoyer, de mobilisation sociale et de communication autour du thème 'la cohésion sociale';

- Organisation de réunions mensuelles de planification et de suivi des activités menées ;
- Evaluation des actions réalisées.

Budget proposé: 224.518,52 dollars US

Activité 1.2. Développer des outils spécifiques de plaidoyer, y compris l'utilisation des réseaux sociaux

Le Projet va développer des outils spécifiques de plaidoyer sous forme de boîte à outils "plaidoyer pour une meilleure cohésion sociale". Cette boîte à outils sera développée par des consultants au début du Projet et va inclure la méthodologie de création des outils et des exemples concrets d'outils de plaidoyer. Il s'agit, entre autres: (i) des documents d'information : ils seront présentés sous forme de résumés succincts d'une à deux pages qui expliquent en quoi la question est importante et ce qu'il faut faire à court terme. Ces documents seront utilisés pour interagir avec les décideurs ; (ii) des pages d'opinion (des articles à publier dans les journaux) ; (iii) des fiches d'information répondant aux questions posées fréquemment ; (iv) des dossiers de presse; (v) des interventions à la radio et à la télévision des membres des alliances (lors des débats ou interviews) ; (vi) de l'utilisation de sites web.

Les membres des deux alliances seront formés au développement et à l'utilisation des outils. Les réseaux locaux existants seront impliqués dans le déploiement des activités par le truchement des chefs traditionnels, des leaders d'opinion, des media, et des autorités locales. L'objectif est de créer des coalitions efficaces autour de la question.

Les actions spécifiques sont:

- Développement de la "boîte à outils" Plaidoyer contre le radicalisme
 - o Formulation des TDR;
 - o Recrutement de consultants en charge du développement des outils;
- Formation des membres des alliances mises sur pied sur les outils de plaidoyer;
- Déroulement des actions de plaidoyer.

Budget proposé : 50.000 dollars US

Activité 1.3. Etablir un Réseau de promotion de la paix et de la cohésion sociale au niveau local regroupant les principales associations de jeunesse

Fort du postulat selon lequel les messages passent mieux lorsque plusieurs voix en font l'écho, le Projet va mettre en place un Réseau de promotion de la paix et de la cohésion sociale qui va regrouper les principales associations de jeunesse existant dans les deux régions. L'objectif est d'obtenir l'appui des jeunes qui ne sont pas directement impliqués dans le Projet. Cela passera par la création d'un espace virtuel d'échanges à travers les media sociaux, avec des réunions physiques au niveau des alliances existantes.

Les actions spécifiques sont:

- Elaboration des TDR pour le Réseau;
- Mise en place du Réseau Nord-Est (Matam et Tambacounda) ;
- Création d'un espace d'échanges virtuels et physiques.

Budget proposé: 25.000 dollars US

2.3.2 Composante 2: Appui à la création d'opportunités d'emploi

Cette composante va mettre l'accent sur la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes (18-35 ans) et les femmes chefs de famille, et sur la création d'emploi.

Résultat 2: les jeunes (18-35 ans) ciblés par le Projet sont outillés pour développer des activités génératrices de revenus

Activité 2.1. Promouvoir l'entrepreneuriat dans les systèmes de production et de transformation, comme alternative à la vulnérabilité des jeunes

Cette activité vise à résorber le déficit de capacités dans le domaine de la gestion des affaires, et à réduire le fossé relatif au faible niveau de qualification. Les acteurs seront renforcés à toutes les étapes de la gestion participative du cycle de projet (de l'élaboration à l'évaluation). L'outil *Start & Improve Your Business (SIYB)* ou "Gérez Mieux Votre Entreprise (GERME)" sera utilisé. L'outil GERME ou SIYB est un outil de gestion – formation qui met l'accent sur comment lancer et améliorer des petites entreprises comme stratégie de création de plus d'emplois de qualité. De plus, l'appui à l'élaboration du plan d'affaires permettra aux chefs de projets dans le secteur primaire et de l'énergie solaire d'acquérir plus de connaissances pour la recherche de financement. Le projet facilitera la mise en relation de ces jeunes avec les structures financières décentralisées dans les régions ciblées. Dans le domaine de l'énergie solaire, le Projet va appuyer certaines initiatives.

Les actions spécifiques sont:

- Elaboration de TDR pour la rédaction de manuels de formation et de plans d'affaires;
- Recrutement de consultants en charge des actions de formation et d'élaboration des plans d'affaires ;
- Organisation de séances de formation sur l'outil GERME/SIYB ;
- Suivi et évaluation des compétences acquises et de leur utilisation (une fois tous les deux mois).

Budget proposé: 90.000 dollars US

Activité 2.2. Renforcer les capacités des jeunes dans le secteur primaire (agriculture, élevage, exploitation forestière, pêche, aquaculture, transformation, conditionnement, et commercialisation des produits)

Les Régions de Tambacounda et Matam sont des zones agricoles qui regorgent d'un potentiel considérable. Selon les estimations, la région de Tambacounda compte 900.000 ha de terres agraires, et plus de 15.000 ha sont irriguées. Les principales cultures sont : le coton, l'arachide, le riz, le maïs, le mil, le sorgho et le fonio. La culture de banane pratiquée le long du Fleuve Gambie a atteint une production annuelle de l'ordre de 7.500 à 8.000 tonnes. La région de Matam compte un potentiel estimé à 55.000 ha de terres aménageables. Dans les deux régions, il a été noté un certain nombre d'interventions de projets et de programmes d'appui à l'amélioration et à la modernisation de l'agriculture à l'intention des producteurs agricoles (y compris les jeunes et les femmes). Au regard de toutes ces possibilités, le Projet, en synergie avec les interventions en cours, va développer des activités de formation pour les acteurs en vue d'appuyer l'amélioration de la productivité dans le secteur primaire.

Les actions spécifiques sont:

- Elaboration de TDR;
- Recrutement de consultants pour développer les modules de formation;
- Organisation de 6 séances de formation sur les activités productives (production, transformation et conservation, conditionnement et commercialisation des produits) dans chaque région.

Budget proposé: 80.000 dollars US

Résultat 3: 200 jeunes ont développé des activités génératrices de revenus

Activité 3.1. Mettre en place une chaîne de kiosques mobiles équipés de panneaux solaires (100 emplois) et une chaîne locale pour l'installation et la vente d'équipements solaires par les jeunes

Le kiosque mobile à panneaux solaires est un système de 40 watts, avec un générateur manuel pouvant charger jusqu'à 10 ordinateurs portables simultanément. Il a été conçu par ARED (Distributeur Africain d'Énergie Renouvelable), une société basée au Rwanda. Pour 1.800 dollars, le package comprend l'unité mobile, la formation et l'entretien de l'équipement. Le Projet va apporter un soutien pour : (i) l'acquisition et la distribution du produit en relation avec les associations de jeunes et les groupements féminins dans les

zones ciblées ; (ii) la formation sur la maintenance. Pour la réalisation de cette composante, une stratégie d'intervention basée sur un partenariat avec ARED et le programme national d'emplois verts du PNUD sera élaborée. L'option de financement privilégiée sera un cofinancement entre les différents acteurs.

La composante axée sur la mise en place de la chaîne locale pour l'installation et la vente d'équipements solaires par les jeunes fait la promotion de l'entrepreneuriat social, avec un accent sur la transformation des groupes vulnérables en entrepreneurs sociaux dans des segments de la chaîne de valeur: installation d'équipements solaires, maintenance et commercialisation. Les équipements ciblés sont : les lampadaires solaires et les kits solaires. Cette composante va tirer parti de l'expérience menée par le PNUD dans la zone de Mekhe avec les groupements féminins.

Les actions spécifiques sont:

- Mise en place d'un comité local d'identification et de sélection des bénéficiaires ;
- Conduite d'une étude de marché des deux secteurs;
- Mise en place des chaînes: kiosques mobiles équipés de panneaux solaires et installation locale des équipements solaires.

Budget proposé: 408.000 dollars US

Activité 3.2. Former les jeunes dans les techniques d'installation et la maintenance d'équipements solaires

Cette initiative va fournir aux jeunes et aux femmes l'expertise technique et l'encadrement nécessaires pour transformer les innovations technologiques en entreprises viables, à travers un appui technique pour la conception du produit, la fabrication et l'utilisation de l'équipement, mais également sur des questions juridiques relatives à la propriété intellectuelle. Le Centre International de Formation et de Recherche en Energie Solaire (CIFRES) de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar va fournir l'assistance technique et les conseils.

Les actions spécifiques sont:

- Organisation de 6 séances de formation par région.

Budget proposé: 60.000 dollars US

2.4 Zone d'intervention/Groupe cible

Le Programme va se dérouler dans les régions de Matam et Tambacounda, situées au Nord-Est du Sénégal, et va couvrir les zones rurales, urbaines et périurbaines. Il cible les jeunes, hommes et femmes, âgés de 15 à 35 ans, les groupes vulnérables (les personnes handicapées et les pauvres) et les femmes chefs de famille.

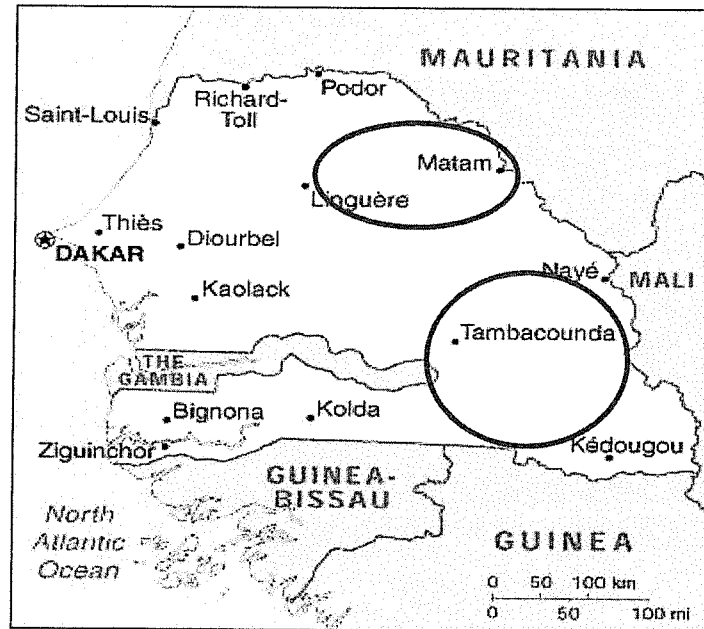


Figure: Localisation de la zone d'intervention

2.5 Budget et durée du Projet

Le budget total du Programme est d'1.100.000 dollar US pour une période d'1 an (Voir plan de travail annuel).

III. STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

Le cadre du Programme est conçu en ligne avec les principes qui garantissent son efficacité et son appropriation par les bénéficiaires et les partenaires institutionnels. A cet effet, des actions sont menées en partenariat avec les structures bénéficiaires et les institutions locales. Cette approche va permettre d'anticiper et de limiter toute résistance susceptible de se produire lors de la mise en œuvre et des changements proposés. Dès lors, l'institution d'un dialogue permanent avec les divers acteurs, à travers des alliances, sera adoptée comme règle de conduite. Pour obtenir les effets attendus du Programme, une attention particulière sera accordée à sa cohérence avec les autres initiatives entreprises par le PNUD et la Coopération japonaise dans les deux régions.

Du fait de la durée limitée du Projet (1 an), il sera important d'élaborer une stratégie de retrait qui permette à la fin du Projet, de consolider toutes les réalisations. Cette stratégie de retrait sera essentiellement basée sur:

- Un partenariat avec les institutions locales qui ont un mandat permanent. Ces institutions seront impliquées dans les alliances mises sur pied par le Projet et dans la conception et le déroulement des activités. C'est le cas des conseils nationaux de la jeunesse, de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, des départements locaux en charge de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de l'exploitation forestière, des Agences régionales de Développement. Le partenariat avec le programme national d'emplois verts du PNUD au Sénégal (2015 – 2020) permettra au Projet d'envisager le partage des coûts d'investissement requis pour démarrer les activités dans le secteur de l'énergie solaire (cabines solaires mobiles et équipements). Des synergies avec le PRODES, le PRODAM et les autres acteurs locaux seront mises en œuvre pour le ciblage et la complémentarité;
- Le renforcement de capacités individuelles et communautaires à travers une formation sur la production, l'installation et la maintenance des équipements solaires ;
- L'appui à la mise en œuvre en termes de logistique, de commercialisation, de marketing et communication, de plans d'affaires favorisant un entrepreneuriat inclusif chez les jeunes.

Le PNUD va adresser une demande écrite au Gouvernement du Japon pour approbation dans le cas où : (1) la prolongation du Projet est requise ; et/ou (2) le redéploiement des fonds entre composantes budgétaires du Projet est nécessaire, en cas de hausse ou baisse de plus de 20%.

La modalité d'exécution du projet retenue est l'exécution directe « DIM » compte tenu de la complexité et de la courte durée du projet (12 mois).

IV. CADRE INTEGRE DE RESULTATS ET RESSOURCES

RESULTATS ESCOMPTEES	ACTIVITES INDICATIVES	ARTIES RESPONSABLES	NOMBRE D'UNITES	COUT UNITAIRE (\$US)	TOTAL (\$US)
<p>RESULTAT 1 : 30% des jeunes (15-35 ans) ciblés par le Projet ont accès aux mécanismes de régulation de la cohésion sociale</p> <p>Indicateurs: Nombre d'alliances mises en place et opérationnelles Base de référence : 0 Cible : 02</p> <p>Pourcentage de jeunes ayant accès à ces mécanismes Base de référence: 0 Cible : 30</p>	<p>Des Alliances contre le radicalisme sont créées:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des organisations de la société civile intervenant dans les régions de Matam et Tambacounda ▪ Elaboration des TDR pour les alliances ▪ Mise en place de deux alliances contre le radicalisme dans les deux régions à travers la signature des actes officiels <p>Alliances créées et opérationnelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conduite d'activités de plaidoyer, mobilisation sociale et communication autour du thème "Contre le radicalisme" ▪ Organisation de réunions mensuelles de planification et de suivi des activités menées ▪ Evaluation des actions 	<p><i>Autorités administratives (Gouverneurs) et territoriales (Maires), et des Conseil de la Jeunesse (régionaux et locaux)</i></p>	<p>4 réunions (2 par région)</p> <p>12 campagnes (6 par région) 24 réunions mensuelles (12 par alliance)</p>	<p>6 250</p> <p>12 627 2 000</p>	<p>25 000</p> <p>151 518, 52 48 000</p>
<p>R1:</p> <p>Indicateurs : Nombre d'outils spécifiques de plaidoyer développés contre le radicalisme Base de référence: 0</p>	<p>Outils de plaidoyer développés:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formulation des TDR ▪ Recrutement de consultants pour le développement des outils 	<p><i>PNUD, Agences régionales de développement (ARD),</i></p>	<p>2 consultants</p>	<p>10 000</p>	<p>20 000</p>

Cible : 02	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement d'une boîte à outils "Plaidoyer contre le radicalisme" <p>Outils de plaidoyer utilisés:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation des membres des alliances sur l'utilisation des outils de plaidoyer ▪ Déroulement des actions de plaidoyer 	Inspections régionales de la jeunesse	Graphisme de la boîte à outils et impression (5000 copies)	10 000	20 000
<p>R1 :</p> <p>Indicateurs :</p> <p>Nombre de réseaux pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale mis sur pied et opérationnels</p> <p>Base de référence: 0</p> <p>Cible : 01</p>	<p>Le Réseau de promotion de la paix et de la cohésion sociale est mis sur pied:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration des TDR pour le Réseau ▪ Mise en place du Réseau Nord-Est (Matam et Tambacounda) ▪ Création d'un espace d'échanges virtuels et physiques 	Leaders des deux alliances, PNUD, Inspections régionales de la jeunesse, Conseil de la jeunesse, Plateforme des femmes pour le développement	4 réunions (2 par région)	6 250	25 000
TOTAL RESULTAT 1:					
<p>RESULTAT 2: les jeunes (18-35 ans) ciblés par le Projet ont les compétences pour développer des activités génératrices de revenus</p> <p>Indicateurs :</p> <p>Nombre de séances de renforcement de capacités techniques, financières et managériales tenues à l'intention des éco-entrepreneurs</p>	<p>Manuels de formation (SIYB/GERME) et plans d'affaires élaborés:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration des TDR ▪ Recrutement de consultants pour la conception des manuels et plans d'affaires <p>Capacités des éco-entrepreneurs renforcées:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de séances de formation sur l'outil SIYB/GERME ▪ Suivi et évaluation des compétences acquises et de leur utilisation (une fois tous les deux mois) 	PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse, Conseil de la Jeunesse	2 consultants (manuels)	10 000	20 000
TOTAL RESULTAT 2:					
				25 000	50 000
				10 000	20 000
299 518,52					

<p>Base de référence: A déterminer Cible : 6 séances par région</p> <p>R2 : Indicateurs :</p> <p>Nombre de personnes ayant acquis des compétences techniques dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation des produits</p> <p>Base de référence: 0 Cible : 100</p>	<p>Les modules de formation sont élaborés:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formulation des TDR, ▪ Recrutement de consultants pour développer les modules de formation <p>Les jeunes sont formés dans des activités se rapportant à la production, à la transformation et conservation, à la commercialisation et en entrepreneuriat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de 6 séances de formation sur les activités productives dans chaque région 	<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, Inspections Régionales de la Jeunesse, DRDR, Elevage, Pêche, Exploitation forestière, DREEC</p>	<p>2 formations (une par région)</p> <p>2 consultants (modules)</p> <p>12 séances de formation (6 par région)</p>	<p>10 000</p> <p>5 000</p>	<p>20 000</p> <p>60 000</p>
TOTAL RESULTAT 2:					
<p>RESULTAT 3 : 200 jeunes aptes à développer des activités génératrices de revenus</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de kiosques mobiles équipés de panneaux solaires et équipements solaires fabriqués par les jeunes <p>Base de référence: 0 Cible : 200</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois créés dans le secteur de l'énergie solaire <p>Base de référence: 0</p>	<p>Une chaîne de kiosques mobiles équipés de panneaux solaires (100 emplois) et une chaîne locale pour l'installation et la vente d'équipements solaires par les jeunes sont créées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un Comité local d'identification et de sélection des bénéficiaires - Conduite d'une étude de marché des deux secteurs - Mise en place des chaînes: kiosques mobiles équipés de panneaux solaires et installation d'équipements solaires <p>Les jeunes sont formés dans les techniques d'installation et de maintenance d'équipements solaires:</p>	<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>2 consultants (étude de marché)</p> <p>90 kiosques mobiles</p> <p>100 kits solaires</p> <p>100 lampadaires solaires</p>	<p>14 000</p> <p>2000\$</p> <p>1 000</p> <p>1 000</p> <p>5 000</p>	<p>28 000</p> <p>1800 000</p> <p>100 000</p> <p>100 000</p> <p>60 000</p>

Cible : 200	- Organisation de 6 séances de formation par région			1,2 formations		
TOTAL RESULTAT 3:						468 000
RESULTAT 4 : La gestion du projet est réussie	Le suivi et l'évaluation sont assurés:					
- Ressources humaines	-	1 Coordinateur +			2000/mois	24 000
- Acquisition de biens et équipements	-	1 Assistant		1	1000/mois	12 000
		Carburant				8 000
		Ordinateur portable		2	1000	2000
		Imprimante		2	500	1000
		Consommables				3 000
				Atelier de démarrage	9 000	9 000
				8 missions de terrain (2 par trimestre dans les deux régions)	1 000	8 000
				1 Consultant (Evaluation finale)	10 000\$	10 000
				4 réunions du Comité de Pilotage	1 000	4 000
TOTAL RESULTAT 4:						81 000
Coût total du Projet						1 018 518,52
GMS (8%)						81 481,48
Budget Total						1 100 000

V. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (AWP)

Année: 2016-2017

RESULTATS ESCOMPTES <i>Base de référence et indicateurs, y compris les cibles annuelles</i>	ACTIVITES PREVUES <i>Enumérez les résultats des opérations et les actions correspondantes</i>	ECHEANCE				PARTIES RESPONSABLES	BUDGET PREVU		
		T1	T2	T3	T4		Source de financement	Description du budget	Montant (\$)
<p>RESULTAT 1 : 30% des cibles du Projet ont accès aux mécanismes de régulation de la cohésion sociale</p> <p>Indicateurs:</p> <p>Nombre d'alliances mises en place et opérationnelles Base de référence : 0 Cible : 02</p> <p>Pourcentage de jeunes ayant accès à ces mécanismes Base de référence: 0 Cible : 30</p> <p>Nombre d'outils spécifiques de plaidoyer développés</p>	<p>1. Les Alliances pour la cohésion sociale sont mises sur pied :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les organisations de la société civile intervenant dans les régions de Matam et Tambacounda - Rédiger les TDR pour les alliances - Mettre en place deux alliances contre le radicalisme dans les deux régions à travers la signature des actes officiels <p>2. Alliances créées et opérationnelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduite d'activités de plaidoyer, mobilisation sociale et communication autour du thème "Contre le radicalisme" - Organiser des réunions mensuelles de planification et de suivi des activités menées - Evaluer les actions 					<p>Autorités administratives (Gouverneurs) et territoriales (Maires)</p> <p>Japon</p>	<p>Contrats de prestation de service, organisation de réunions</p>	25 000	
						<p>Leaders des deux alliances, PNUD, Inspections régionales de la jeunesse, Conseil de la jeunesse</p> <p>Japon</p>	<p>Campagnes media, manifestations publiques, réunions, contrats de prestation de services</p>	199 518, 52	

<p>pour la cohésion sociale</p> <p>Base de référence: 0</p> <p>Cible : 02</p> <p>Nombre de réseaux pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale mis sur pied et opérationnels</p> <p>Base de référence: 0</p> <p>Cible : 01</p>	<p>3. Outils de plaidoyer développés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rédiger les TDR - Recruter les consultants pour le développement des outils - Développer une boîte à outils "Plaidoyer pour la cohésion sociale" <p>4. Outils de plaidoyer utilisés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Former les membres des alliances sur l'utilisation des outils de plaidoyer <p>5. Le Réseau de promotion de la paix et de la cohésion sociale est mis sur pied</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rédiger les TDR pour le Réseau - Mettre en place le Réseau Nord-Est (Matam et Tambacounda) - Créer un espace d'échanges virtuels et physiques 				<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>	<p>Contrats de prestation de service</p>	<p>30 000</p>
				<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>			<p>20 000</p>
<p>RESULTAT 2: les jeunes (18-35 ans) ciblés par le Projet ont les compétences pour développer des activités génératrices de revenus</p> <p>Indicateurs :</p>	<p>1. Manuels de formation (SIYB/GERME) et plans d'affaires élaborés</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rédiger les TDR ▪ Recruter les consultants pour les formations et l'élaboration des plans d'affaires 			<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>		<p>Contrats de prestation de service</p>	<p>25 000</p>
				<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>		<p>Contrats de prestation de service</p>	<p>70 000</p>

<p>Nombre de séances de renforcement de capacités techniques, financières et managériales tenues à l'intention des éco-entrepreneurs</p> <p>Base de référence: A déterminer Cible : 6 séances par région</p>	<p>2. Capacités des éco-entrepreneurs renforcées</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des séances de formation sur l'outil SIYB/GERME ▪ Assurer le suivi et évaluation des compétences acquises et de leur utilisation (une fois tous les deux mois) 					<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>	<p>Contrats de prestation de service, ateliers</p>	<p>20 000</p>
<p>Nombre de personnes ayant acquis des compétences techniques dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation des produits</p> <p>Base de référence: 0 Cible : 100</p>	<p>3. Les modules de formation sont élaborés</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rédiger les TDR, ▪ Recruter les consultants pour développer les modules de formation 					<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>	<p>Contrats de prestation de service</p>	<p>20 000</p>
<p>Base de référence: 0 Cible : 100</p>	<p>4. Les jeunes sont formés dans des activités se rapportant à la production, à la transformation et conservation, à la commercialisation et en entrepreneuriat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser 6 séances de formation sur les activités productives dans chaque région 					<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>	<p>Contrats de prestation de service, ateliers</p>	<p>60 000</p>

<p>RESULTAT 3: 200 jeunes aptes à développer des activités génératrices de revenus</p> <p>Indicateurs :</p> <p>Nombre de kiosques mobiles équipés de panneaux solaires et équipements solaires fabriqués par les jeunes</p> <p>Base de référence: 0</p> <p>Cible : 200</p> <p>Nombre d'emplois créés dans le secteur de l'énergie solaire</p> <p>Base de référence: 0</p> <p>Cible : 200</p>	<p>1. Une chaîne de kiosques mobiles équipés de panneaux solaires (100 emplois) et une chaîne locale pour l'installation et la vente d'équipements solaires par les jeunes sont créées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un Comité local d'identification et de sélection des bénéficiaires - Mener une étude de marché des deux secteurs - Appuyer la mise en place des chaînes: kiosques mobiles équipés de panneaux solaires et installation d'équipements solaires <p>2. Les jeunes sont formés dans les techniques d'installation et de maintenance d'équipements solaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser 6 séances de formation par région 		<p>PNUD, Agences Régionales de Développement (ARD), Inspections Régionales de la Jeunesse</p>	<p>Japon</p>	<p>Equipement</p>	<p>468 000</p>
---	---	--	---	--------------	-------------------	----------------

RESULTAT 4 : La gestion du projet est réussie	1. Le suivi et l'évaluation sont assurés. - Ressources humaines - Acquérir les biens et équipements - Conduire des activités de suivi & évaluation - Organiser un atelier de planification et de réunions de suivi du Comité de Pilotage - Organiser les réunions des comités locaux									81.000
		TOTAL DES ACTIVITES								
GMS (8%)										
TOTAL GENERAL										
									81 481, 48	1.100.000

VI. STRUCTURE DE GESTION

Le PNUD sera responsable de la mise en œuvre du Projet à partir du bureau pays au Sénégal. Des synergies seront établies avec les projets en cours du PNUD dans la même zone d'intervention, dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, la gouvernance et l'environnement. Les expériences de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en termes de création d'emplois seront capitalisées. A cet effet, il faudra trouver des synergies avec les programmes du JICA en fonction des opportunités et de la pertinence. Les ateliers de planification et les échanges permanents aideront à identifier ces opportunités, comme point de départ. De plus, le PNUD va faciliter, dans différents pays et au niveau régional, la recherche de synergie avec d'autres projets et d'autres agences de l'ONU impliquées dans les domaines couverts par le présent Projet.

Un Comité de Pilotage (CP) sera mis sur pied, comprenant le bailleur (Japon), le PNUD, les bénéficiaires, les autorités locales, les organisations de la société civile, les services techniques, et les autorités administratives. Son objectif, sa composition et son fonctionnement seront définis au démarrage du Projet. Le Comité de Pilotage peut solliciter, au besoin, les services de toute personne et/ou institution jugés utiles pour la bonne exécution de sa mission. Le Comité se réunit au moins une fois par trimestre.

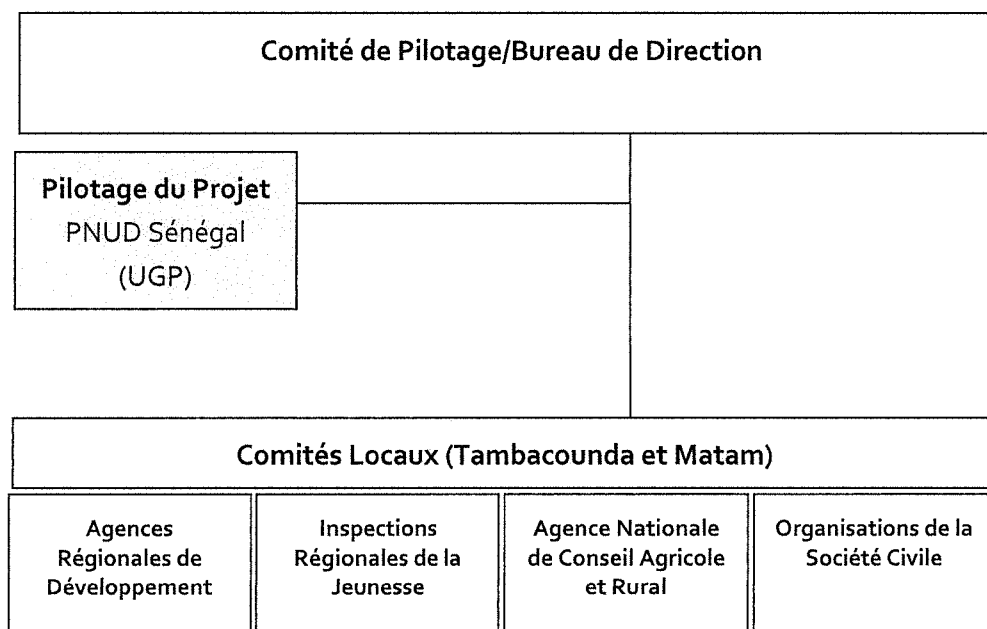
Le suivi de la mise en œuvre du Programme et des résultats relève de la responsabilité du Comité de Pilotage. Sur la base des rapports d'activités trimestriels préparés par le PNUD pour les diverses composantes, le Comité de Pilotage évalue l'état d'avancement et les obstacles en ce qui concerne la mise en œuvre technique et financière. Avec ces revues périodiques de l'état d'avancement du Programme, cet organe pourra identifier les forces et faiblesses et ajuster le plan de travail au besoin.

Un comité local chargé de la supervision des activités sera mis sur pied dans chaque région par arrêté du Gouverneur de Région. Ce comité servira de bras technique du Comité de Pilotage national. Pendant la mise en œuvre, le PNUD va compter sur les Agences régionales de développement (ARD), l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, les inspections régionales de la jeunesse, les organisations de la société civile, etc.

La gestion du projet sera assurée par le PNUD, à travers une Unité de Gestion du Projet composée :

- Un coordonnateur basé à Tambacounda
- Un expert Technique basé à Matam
- Un assistant administratif et financier basé à Tambacounda

Cette équipe bénéficiera de l'appui du PNUD pour la mise en œuvre des activités notamment les services Procurement.



Assistance et appui technique	Japon (JICA) et autres partenaires techniques et financiers intervenant dans la région
-------------------------------	--

VII. VISIBILITE

- (1) **Communication et visibilité:** les activités de communication et de visibilité seront menées à travers divers supports sur la base des principes et normes du PNUD et du Japon en ce qui concerne la visibilité. Le logo du PNUD sera associé à celui du Japon dans toutes les activités externes de communication : lancement du Projet, publications, bannières, communication audiovisuelle, media, et articles en ligne, etc. ;
- (2) **Coopération avec les partenaires japonais au développement:** le Projet va s'employer à créer des synergies avec des projets financés et mis en œuvre par la Coopération Japonaise (JICA) et les ONG japonaises, ainsi que les partenaires au développement intervenant dans ces régions;
- (3) **Recrutement du personnel du Projet:** Le PNUD informera l'Ambassade du Japon des publications concernant le recrutement du personnel.
- (4) **Collaboration avec les sociétés japonaises:** la passation des marchés de biens et équipements se fera selon les procédures du PNUD et sera publiée. Les annonces seront partagées avec l'Ambassade du Japon, ce qui permettra aux sociétés de soumettre leurs offres.

VIII. CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Conformément aux politiques et procédures définies dans le Guide d'utilisation du PNUD, le Programme sera suivi et évalué au niveau national comme suit:

Au sein du cycle annuel:

- Chaque trimestre, un contrôle qualité sera effectué pour suivre la production des résultats clés sur la base de critères de qualité et de méthodes décrits dans le Tableau de Gestion de la Qualité ;
- Un Registre des problèmes sera activé dans le système Atlas et mis à jour par le Chef de Programme ou Coordonnateur du Projet en vue de faciliter le suivi et la prise en charge des problèmes potentiels ou des demandes de changement;
- Sur la base de l'analyse de risque initiale soumise, un registre de risque sera activé dans le système Atlas et régulièrement mis à jour en fonction de l'environnement externe qui peut affecter la mise en œuvre du Projet;
- Sur la base des informations ci-dessus saisies dans le système Atlas, le Coordonnateur du Programme va soumettre un Rapport d'Etape du Projet (PPR) au Bureau du PNUD qui le partagera avec les autres parties prenantes le Gouvernement et l'Ambassade du Japon.;
- Un registre des leçons apprises sera ouvert et régulièrement mis à jour, ce qui permettra d'assurer un apprentissage permanent et une adaptation au sein de l'organisation, et facilitera la préparation du Rapport des Leçons Apprises à la fin du Projet;
- Un Plan de Suivi sera activé dans l'Atlas et mis à jour pour faciliter le suivi des actions/événements clés de gestion;
- Rapport d'examen annuel: Un rapport d'examen annuel sera préparé par le Coordonnateur et partagé avec le Comité de Pilotage et approuvé avant d'être envoyé au bailleur. Comme exigence minimale, le Rapport d'examen annuel consistera à une consolidation des rapports d'étape trimestriels (QPR) sous format standard de l'Atlas couvrant toute l'année, avec des informations mises à jour pour chaque élément du QPR, et un résumé des résultats atteints par rapport aux cibles prédéfinies ;
- Revue annuelle du projet: sur la base du rapport susmentionné, une revue annuelle du Projet sera effectuée durant le quatrième trimestre de l'année, ou juste après, pour évaluer la performance du Projet. Cette revue consistera en une évaluation finale. La revue nationale est dirigée par le Comité de Pilotage et peut impliquer d'autres acteurs au besoin. Cette revue mettra l'accent sur les progrès réalisés vers la production des livrables, tout en s'assurant que ces livrables s'alignent sur les résultats appropriés.

Evaluation externe finale

- Une évaluation finale à la fin du Projet sera effectuée pour mesurer les effets induits et prendre en charge les questions relatives la durabilité des résultats obtenus. L'évaluation finale permettra de capitaliser sur les leçons apprises et les recommandations.

IX. CADRE JURIDIQUE

Le PNUD Sénégal, en tant que partenaire de mise en œuvre, va se conformer aux politiques, procédures et pratiques du système de gestion de la sécurité et protection des Nations Unies. Les procédures de gestion des revenus en intérêts et des soldes non dépensés sont en ligne avec les politiques et procédures du Fonds de partenariat Japon – PNUD.

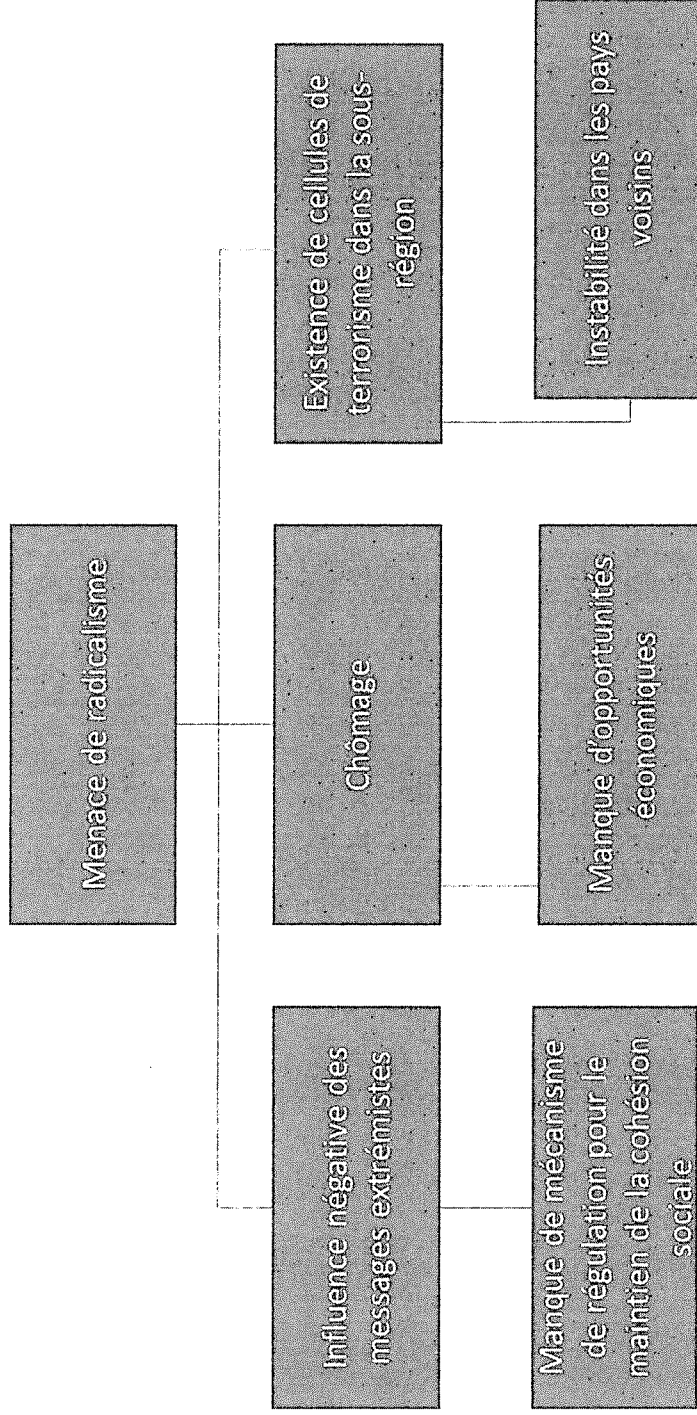
Le PNUD Sénégal va déployer tous les efforts raisonnables pour s'assurer que les fonds du Projet [fonds reçus à partir du Document de Projet] ne sont pas utilisés pour appuyer des individus ou entités associés au terrorisme et que les bénéficiaires de toute somme fournie par le PNUD dans le cadre du présent Projet ne figurent pas sur la liste du Comité du Conseil de Sécurité mis sur pied suite à la résolution 1267 (1999). Cette disposition s'applique à tous les sous-contrats ou accords subsidiaires signés dans le cadre du présent Projet.

X. ANNEXES

Annexe 1 : Matrice de risques

#	Description	Date d'identification	Type de risque	Impact & Probabilité	Contremesures / Réponse de la Direction	Responsable	Soumis, mis à jour par	Dernière mise à jour	Etat
1	Faire une brève description du risque	Date à laquelle le risque a été identifié	Politique	Décrire l'effet potentiel sur le Projet si le risque devait se produire Saisir la probabilité sur une échelle de 1 (faible) à 5 (élevé) P = 3	Quelles sont les actions entreprises ou à entreprendre pour contourner le risque <i>Le Projet ne peut influencer le risque</i>	Personne désignée pour gérer le risque <i>Chef de Projet</i>	Personne ayant soumis le risque <i>Chef de Projet</i>	Etat du risque lors de la dernière vérification	<ul style="list-style-type: none"> • Évacué • Réduit • En hausse • Aucun changement
	<i>Instabilité dans les pays limitrophes</i>	<i>Durant la phase de formulation: 2015</i>		Saisir l'impact sur une échelle de 1 (faible) à 5 (élevé) I = 3				S/O	S/O

Annexe 2.1.: Proposition d'Arbre à problèmes



Annexe 2.2.: Théorie du changement

La vision du Projet est de réduire l'exposition des jeunes (15-35 ans) des régions Nord et Est du Sénégal au risque de déséquilibre sociétal à travers la création d'opportunités d'emploi et la promotion de la cohésion sociale.

Les éléments probants qui sous-tendent l'approche d'intervention reposent sur des taux de chômage élevés dans les deux régions, avec la région de Matam qui enregistre le taux le plus élevé du pays (54,2%), dont 38,9% chez les hommes et 78,1% chez les femmes. A Tambacounda, le taux de chômage est de 36,5% et est au-dessus de la moyenne nationale. Matam et Tambacounda sont les deux régions les plus chères du pays et partagent leurs frontières avec la Mauritanie et le Mali qui ont été en proie au phénomène de radicalisme au cours des dernières années.

Le ciblage géographique est basé sur la cartographie du risque relatif à la proximité des pays affectés (Mali et Mauritanie). Le ciblage des bénéficiaires est fait en fonction du niveau de pauvreté et de l'exposition au déséquilibre social et sociétal.

Un accent sera mis sur la recherche de synergies avec les partenaires intervenant dans le domaine, en vue de : (i) renforcer l'efficacité et l'effectivité des interventions ; (ii) jeter les bases de la durabilité ; et (iii) promouvoir l'évolutivité. Ainsi, les partenaires suivants seront impliqués : Ministères en charge de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de l'exploitation forestière ; JICA ; les Conseils de la Jeunesse (régionaux et locaux) ; l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) ; Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, les organisations de jeunesse, les jeunes leaders communautaires, les chefs traditionnels.

Après la mise en œuvre, 200 emplois productifs et rémunérés seront créés pour les jeunes (18-35 ans) et les femmes chefs de famille, et la cohésion sociale sera améliorée à travers la mise sur pied d'alliances fonctionnelles pour faire face au risque d'instabilité au Nord et à l'Est du Sénégal.

Problème à résoudre: Risque croissant d'abus chez les jeunes au Nord et à l'Est du Sénégal (Matam & Tambacounda)

Éléments probants:

Taux de chômage au Sénégal à 25,7%. Dans la région de Matam (Nord du Sénégal) ce taux est plus élevé (54,2%): le taux de chômage chez les hommes est de 38,9% contre 78,1% chez les femmes. A Tambacounda, le taux de chômage est de 36,5% et est au-dessus de la moyenne nationale.

Poussée alarmante du radicalisme religieux dans les pays limitrophes au Nord et à l'Est du Sénégal. Ce phénomène est amplifié en 2013 et connaît une intensification violente pour aller au-delà de son cadre originel (Nord). En août 2015, l'attaque de l'Hôtel Byblos dans la ville de Sevaré (620 km au nord de Bamako) a fait 13 morts. En 2015, plusieurs jeunes sénégalais ont été identifiés comme étant membres de groupes radicaux actifs au Mali.

Source: Agence nationale de la statistique et de la démographie(ANSD).

Milieux ciblés:

Le ciblage géographique est fait en fonction de la cartographie du risque de violence relatif à la proximité avec les pays affectés (Mali, Mauritanie);

Le ciblage des bénéficiaires est basé sur le niveau de pauvreté et sur l'exposition au risque de radicalisme

Vision: Réduire l'exposition à la violence à travers la création d'opportunités-d'emploi et la promotion de la cohésion sociale

Situation projetée:

Renforcement de la cohésion sociale et création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (200 emplois)

Interactions dynamiques:

Synergies avec les partenaires suivants:
Ministères en charge de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, de l'exploitation forestière, JICA

Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ), ONG intervenant dans les deux régions; Associations de jeunesse, jeunes leaders communautaires, chefs traditionnels

Coordonnateur du projet /Expert en Développement

Location :	Tambacounda, SENEGAL
Application Deadline :	11-May-16
Additional Category	
Type of Contract :	SC
Post Level :	
Languages Required :	Français-Anglais
Duration of Initial Contract :	1 an

Background

Contexte Général

Le Gouvernement du Sénégal a approuvé un important projet de renforcement de la cohésion sociale et le développement d'activités génératrices de revenus durables. Le programme est en phase avec la politique publique qui vise à promouvoir la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il entend contribuer au renforcement du rôle des acteurs locaux, des autorités locales et des services décentralisés pour une meilleure planification et mise en œuvre des interventions de développement. Il va également contribuer aux efforts de paix, de sécurité et de promotion de création d'opportunités d'emploi.

Le présent programme a été élaboré pour réduire le risque de propagation de la violence amplifiée par la pauvreté et le chômage endémique dans ces zones. L'objectif du programme est d'inverser la menace et ces tendances enregistrées à travers la promotion de la paix et de la cohésion sociale et la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18 à 35 ans) et les femmes chefs de famille dans les régions au Nord-Est du Sénégal. Le Programme est structuré en deux composantes, notamment:

- La promotion de la paix et de la cohésion sociale au Nord et à l'Est du Sénégal ;
- Appui à la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18-35 ans).

Contexte Organisationnel

Sous l'autorité du Directeur Pays et la supervision directe du Team Leader de l'unité Croissance inclusive Développement durable, l'expert a la responsabilité de la coordination et de la mise en œuvre des activités. Il a pour mandat d'animer et d'amener les acteurs locaux à reconnaître l'importance et les effets des activités prévues dans le projet et à s'en approprier. A cet effet, l'expert aura à animer des sessions d'information pour renforcer les capacités des groupements professionnels et acteurs locaux afin de promouvoir la cohésion sociale et la création d'opportunités d'emplois pour les groupes cibles. A cet effet, il aura à coordonner les activités au niveau des deux régions d'intervention.

Duties and Responsibilities

- Encourager les populations, notamment les jeunes à se constituer en réseaux tout en mettant l'accent sur la cohésion sociale et le renforcement des capacités ;
- Identifier les organisations de jeunes et leurs réseaux, leurs activités et leurs contraintes
- Appuyer la promotion des réseaux de jeunes pour une meilleure cohésion sociale
- Promouvoir des échanges inclusifs et approfondis permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs de paix, de sécurité et de solidarité
- Amener les acteurs locaux à s'organiser autour de projets viables et pérennes pour développer l'auto-emploi des jeunes ;
- Assurer que les femmes et les jeunes reçoivent l'encadrement technique nécessaire pour des projets viables (nouvelles techniques agraires et semences améliorées) ;
- Assister et conseiller les bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenu ;
- Développer des réseaux de partenariats internes et externes pour la commercialisation des produits ;

- faciliter et animer les consultations entre les communautés et les autorités locales, les partenaires du projet et d'autres associations/groupements de producteurs agricoles du milieu ;
- Préconiser des mesures de protection de l'environnement aux bénéficiaires du projet, et les conseiller ;
- Concevoir et identifier des axes d'intervention en fonction des conditions locales et participer à l'élaboration des projets pour les bénéficiaires ;
- Planifier les étapes du projet et mener leur réalisation, et identifier les indicateurs de suivi ;
- Identifier les autres acteurs potentiels et leurs rôles et apports aux projets ;
- Apporter un appui technique aux partenaires institutionnels;
- Assister les communautés à créer/construire des relations de confiance avec les institutions financières afin de permettre le financement de leurs petites et moyennes entreprises de production, de transformation et de commercialisation.
- Représenter le projet et le PNUD au niveau des rencontres
- Rédiger les rapports d'activités, comptes rendus, procès-verbal et autres documents demandés

Compétences

Compétences Générales:

- Démontrer une intégrité en se conformant aux valeurs et normes déontologiques des Nations Unies;
- Démontrer un engagement à la vision, la mission et valeurs du PNUD;
- Démontrer une sensibilité et adaptabilité au niveau de la culture, du genre, de la religion, de la race, de la nationalité et de l'âge

Compétences Fonctionnelles:

- Maîtrise des outils informatiques ;
- Qualités humaines exigées : sens du contact facile, respect des traditions et cultures, esprit de tolérance, forte capacité d'entraînement à l'action.

Required Skills and Experience

Education :

- Diplôme de Maîtrise en développement rural, environnement, sociologie du développement, agro-économiste ou domaine similaire.

Expérience :

- Minimum de 8 années d'expérience (dont 5 ans dans l'organisation des communautés rurales et 2 ans dans l'entreprenariat) ;
- Expérience en formation et en supervision ;
- Une expérience de terrain d'au moins 5 ans.

Langue requise :

- Une excellente maîtrise de la langue française;
- Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé serait considérée comme un avantage.

Note:

- **Etre de nationalité sénégalaise ou résident avec permis de travailler.**
- **Veillez scanner tous les documents en un seul fichier sous format PDF à télécharger car le système n'accepte qu'un seul document.**

UNDP is committed to achieving workforce diversity in terms of gender, nationality and culture. Individuals from minority groups, indigenous groups and persons with disabilities are equally encouraged to apply. All applications will be treated with the strictest confidence.

Expert en Développement

Location : Matam, SENEGAL
Application Deadline : 11-May-16
Additional Category
Type of Contract : SC
Post Level :
Languages Required : Français-Anglais
Duration of Initial Contract : 1 an

Background

Contexte Général

Le Gouvernement du Sénégal a approuvé un important projet de renforcement de la cohésion sociale et le développement d'activités génératrices de revenus durables. Le programme est en phase avec la politique publique qui vise à promouvoir la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il entend contribuer au renforcement du rôle des acteurs locaux, des autorités locales et des services décentralisés pour une meilleure planification et mise en œuvre des interventions de développement. Il va également contribuer aux efforts de paix, de sécurité et de promotion de création d'opportunités d'emploi.

Le présent programme a été élaboré pour réduire le risque de propagation de la violence amplifiée par la pauvreté et le chômage endémique dans ces zones. L'objectif du programme est d'inverser la menace et ces tendances enregistrées à travers la promotion de la paix et de la cohésion sociale et la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18 à 35 ans) et les femmes chefs de famille dans les régions au Nord-Est du Sénégal. Le Programme est structuré en deux composantes, notamment:

- La promotion de la paix et de la cohésion sociale au Nord et à l'Est du Sénégal ;
- Appui à la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18-35 ans).

Contexte Organisationnel

Sous la supervision directe du Coordonnateur du projet, l'expert a la responsabilité de la mise en œuvre des activités dans la région de Matam. Il a pour mandat d'animer et d'amener les acteurs locaux à reconnaître l'importance et les effets des activités prévues dans le projet et à s'en approprier. A cet effet, l'expert aura à animer des sessions d'information pour renforcer les capacités des groupements professionnels et acteurs locaux afin de promouvoir la cohésion sociale et la création d'opportunités d'emplois pour les groupes cibles. A cet effet, il aura à coordonner les activités au niveau de la région de Matam.

Duties and Responsibilities

- Encourager les populations, notamment les jeunes à se constituer en réseaux tout en mettant l'accent sur la cohésion sociale et le renforcement des capacités ;
- Identifier les organisations de jeunes et leurs réseaux, leurs activités et leurs contraintes
- Appuyer la promotion des réseaux de jeunes pour une meilleure cohésion sociale
- Promouvoir des échanges inclusifs et approfondis permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs de paix, de sécurité et de solidarité
- Amener les acteurs locaux à s'organiser autour de projets viables et pérennes pour développer l'auto-emploi des jeunes ;
- Assurer que les femmes et les jeunes reçoivent l'encadrement technique nécessaire pour des projets viables (nouvelles techniques agraires et semences améliorées) ;
- Assister et conseiller les bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenu ;
- Développer des réseaux de partenariats internes et externes pour la commercialisation des produits ;

- faciliter et animer les consultations entre les communautés et les autorités locales, les partenaires du projet et d'autres associations/groupements de producteurs agricoles du milieu ;
- Préconiser des mesures de protection de l'environnement aux bénéficiaires du projet, et les conseiller ;
- Concevoir et identifier des axes d'intervention en fonction des conditions locales et participer à l'élaboration des projets pour les bénéficiaires ;
- Planifier les étapes du projet et mener leur réalisation, et identifier les indicateurs de suivi ;
- Identifier les autres acteurs potentiels et leurs rôles et apports aux projets ;
- Apporter un appui technique aux partenaires institutionnels;
- Assister les communautés à créer/construire des relations de confiance avec les institutions financières afin de permettre le financement de leurs petites et moyennes entreprises de production, de transformation et de commercialisation.
- Représenter le projet et le PNUD au niveau des rencontres
- Rédiger les rapports d'activités, comptes rendus, procès-verbal et autres documents demandés

Compétencies

Compétences Générales:

- Démontrer une intégrité en se conformant aux valeurs et normes déontologiques des Nations Unies;
- Démontrer un engagement à la vision, la mission et valeurs du PNUD;
- Démontrer une sensibilité et adaptabilité au niveau de la culture, du genre, de la religion, de la race, de la nationalité et de l'âge

Compétences Fonctionnelles:

- Maîtrise des outils informatiques ;
- Qualités humaines exigées : sens du contact facile, respect des traditions et cultures, esprit de tolérance, forte capacité d'entraînement à l'action.

Required Skills and Experience

Education :

- Diplôme de Maitrise en développement rural, environnement, sociologie du développement, agro-économiste ou domaine similaire.

Expérience :

- Minimum de 05 années d'expérience (dont 3 ans dans l'organisation des communautés rurales et 2 ans dans l'entreprenariat) ;
- Expérience en formation et en supervision ;
- Une expérience de terrain d'au moins 3 ans.

Langue requise :

- Une excellente maîtrise de la langue française;
- Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé serait considérée comme un avantage.

Note:

- Etre de nationalité sénégalaise ou résident avec permis de travailler.
- Veuillez scanner tous les documents en un seul fichier sous format PDF à télécharger car le système n'accepte qu'un seul document.

UNDP is committed to achieving workforce diversity in terms of gender, nationality and culture. Individuals from minority groups, indigenous groups and persons with disabilities are equally encouraged to apply. All applications will be treated with the strictest confidence.

Assistant(e) PROCOSOC

Location : Tambacounda

Application Deadline : 11 May 2016

Additional Category

Type of Contract : SC

Post Level :

Languages Required : Français/Anglais

Duration of Initial Contract : 1 an

Background:

Contexte Général :

Le Gouvernement du Sénégal a approuvé un important projet de renforcement de la cohésion sociale et le développement d'activités génératrices de revenus durables. Le programme est en phase avec la politique publique qui vise à promouvoir la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il entend contribuer au renforcement du rôle des acteurs locaux, des autorités locales et des services décentralisés pour une meilleure planification et mise en œuvre des interventions de développement. Il va également contribuer aux efforts de paix, de sécurité et de promotion de création d'opportunités d'emploi.

Le présent programme a été élaboré pour réduire le risque de propagation de la violence amplifiée par la pauvreté et le chômage endémique dans ces zones. L'objectif du programme est d'inverser la menace et ces tendances enregistrées à travers la promotion de la paix et de la cohésion sociale et la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18 à 35 ans) et les femmes chefs de famille dans les régions au Nord-Est du Sénégal. Le Programme est structuré en deux composantes, notamment:

- La promotion de la paix et de la cohésion sociale au Nord et à l'Est du Sénégal ;
- Appui à la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes (18-35 ans).

Contexte Organisationnel :

Sous la supervision directe du Coordonnateur du projet, l'Assistant au Programme fournit un service d'appui à l'équipe projet en s'assurant d'un travail de qualité.

Il/elle travaille en étroite collaboration avec les Opérations, le personnel du projet et le siège en vue d'un échange d'information et appuie le taux d'exécution du projet.

Description of Responsibilities :

Appuyer la formulation des stratégies et le plan d'action du projet en se fixant sur l'atteinte des résultats ci-après :

- Collecte, analyse et présentation de l'information pour l'identification des domaines d'appui pour la formulation/mise en œuvre de projet.

Fournit un appui efficace à la section du projet se fixant sur l'atteinte des résultats ci-après :

- Création des projets dans Atlas, préparation des révisions budgétaires, révisions des Awards et statuts des projets, détermination des fonds non-utilisés, la clôture sur le plan opérationnel et financier des projets ;
- Présentation de l'information pour l'audit des projets DIM.

Fournit un appui administratif à l'unité programme en se fixant sur l'atteinte des résultats ci-après :

- Préparation de vouchers non-po pour des projets de développement ;
- Suivi du système de contrôle interne des dépenses y compris des mesures correctives sur les vouchers non postés, avec des erreurs budgétaires, et non approuvés etc...;
- Création des réquisitions dans Atlas pour des projets de développement, l'enregistrement de la réception des biens dans Atlas ;
- Vérification des budgets, avant de faire des réquisitions, POs t vouchers.

Appuie la mobilisation des ressources en se fixant sur l'atteinte des résultats ci-après :

- Passer en revue les accords conclus pour récolter des contributions et les gérer dans Atlas.

Appuie le renforcement et le partage des connaissances en se fixant l'atteinte des résultats ci-après :

- Participation aux sessions de formation en matière de projet destinés au personnel des Opérations/projets ;
- Contribution aux réseaux de connaissance.

Exercer d'autres fonctions selon besoins

Impact des résultats :

- L'entrée des données fiables et des informations financières ont un impact sur la qualité et la mise en œuvre du programme du PNUD. L'approche efficace orientée vers les clients a un impact sur l'image du PNUD dans le pays.

Compétencies :

Compétences Générales:

- Démontrer une intégrité en se conformant aux valeurs et normes déontologiques des Nations Unies;
- Démontrer un engagement à la vision, la mission et valeurs du PNUD;
- Démontrer une sensibilité et adaptabilité au niveau de la culture, du genre, de la religion, de la race, de la nationalité et de l'âge

Compétences Fonctionnelles:

- Maîtrise des outils informatiques (Word, Excel,...) ;
- Connaissance des procédures d'archivages et de documentation ;
- Bonnes capacités en communication ;
- Capacités à travailler dans des milieux multiculturels.
- Bonnes capacités relationnelles ;
- Connaissance des procédures de gestion du PNUD serait un atout.

Qualifications :**Education :**

- Un diplôme d'études secondaires (baccalauréat) avec une certification spécialisée en comptabilité et finances ou domaine similaire.
- Un diplôme universitaire (Bachelor ou Master) en comptabilité/finances ou domaine similaire serait un atout.

Expérience :

- Une expérience professionnelle de trois (3) à cinq (5) années en administration ou en gestion du programme.

Langues requises :

- Une excellente maîtrise de la langue française;
- Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé serait considérée comme un avantage.